

Gabon : masse salariale de l'Etat, le grand dérapage (Volet 1/5)

Par Mays Mouissi, analyste économique

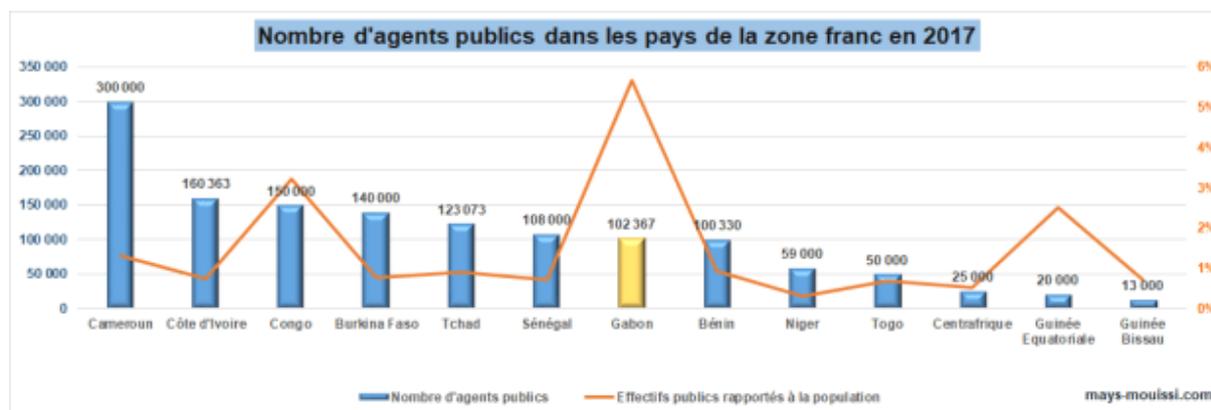
Historiquement, l'emploi public a souvent été utilisé comme la variable d'ajustement du chômage au Gabon dans un contexte où le secteur privé créait relativement peu d'emplois. Cette habitude peu vertueuse pour l'économie nationale a été perpétuée par les différents gouvernements jusqu'à nos jours au point où 57 ans après l'accession à l'indépendance, le premier employeur au Gabon est encore l'Etat quand dans la plupart des pays du monde l'emploi est porté essentiellement par le secteur privé.

Confronté à des difficultés financières qui semblent perdurer alors que les prix du pétrole, principal moteur de son économie a plus que doublé en 2 ans, le Gabon a une fonction publique pléthorique, peu efficace et qui coûte cher.

Le Gabon, le pays qui a le plus de fonctionnaires rapportés à sa population

En septembre 2017, le Gabon comptait 102 367 agents au sein de la fonction publique contre à peine 54 415 en 2004. En 13 ans, le nombre d'agents publics s'est accru de 88%. Le Gabon compte autant de fonctionnaires que le Sénégal pourtant 9 fois plus peuplé. Le service public n'y est pas meilleur pour autant.

En outre, le ratio effectifs publics/population appliqué aux pays de la zone francs permet de constater combien les effectifs de l'administration publique gabonaise sont surdimensionnés. En effet, 5,7% de la population du Gabon occupe un poste au sein de l'administration publique alors que la moyenne au sein des pays de la zone franc est de 1,5% Gabon inclus et de 1,1% Gabon exclus. Le Gabon est donc le pays qui a le plus de fonctionnaires rapportés à sa population.



Nombre d'agents publics dans les pays de la zone franc

Fonctionnaire gabonais : salaire élevé, pouvoir d'achat faible

Sous l'effet de ces recrutements massifs, de la création de dizaines d'organismes publics pas toujours indispensables, mais dont les missions se confondent parfois et de primes diverses créées parfois ex nihilo et d'autres fois pour contenter les partenaires sociaux, la masse salariale de l'Etat est devenue insoutenable.

Ainsi, les gouvernements successifs au Gabon ont accru les effectifs publics sans préalablement s'assurer que l'État était en capacité d'assurer leur traitement sur une période longue sans contraindre les politiques sociales et de développement. En effet, entre 2004 et 2017, les dépenses réalisées par l'État gabonais au titre des traitements et salaires sont passées de 226 milliards FCFA à 710 milliards FCFA, soit une hausse de 214% en 13 ans.

Dans l'espace régional de la CEMAC, aucun autre pays n'a connu une inflation des dépenses salariales publiques similaires. Au sein de la zone franc, seuls la Côte d'Ivoire (1 347 milliards FCFA) et le Cameroun (1 200 milliards FCFA) disposent d'une masse salariale publique plus élevée que celle du Gabon.



Masse salariale publique dans les pays de la zone franc

En outre, les fonctionnaires gabonais sont après leurs collègues de Côte d'Ivoire, les fonctionnaires les mieux payés au sein de la zone franc. En effet, la rémunération brute moyenne d'un fonctionnaire gabonais primes incluses est de 577 986 FCFA. Un fonctionnaire ivoirien perçoit en moyenne 699 974 FCFA chaque mois, un sénégalais 405 864 FCFA, un camerounais 333 333 FCFA et un congolais 180 000 FCFA.

Pour autant, un fonctionnaire gabonais n'a pas nécessairement une meilleure qualité de vie que son collègue sénégalais moins bien payé, mais dont le pouvoir d'achat est plus élevé en raison des différences liées au coût de la vie constatées entre les pays de la zone franc.



Rémunération brute moyenne des agents publics dans les pays de la zone franc

Envisager une gestion plus transparente, plus rigoureuse et plus rationnelle des fonds publics

Face au déséquilibre créé par des dépenses salariales devenues trop importantes, le gouvernement gabonais réuni en Conseil des ministres le 17 mai a dit son intention de procéder à la réduction de la masse salariale dans la fonction publique. « Celle-ci doit impérativement être réduite. Il en va de la bonne santé de nos finances publiques et de l'amélioration du service public aux usagers », peut-on lire dans le communiqué final. L'exécutif gabonais entend donc initier de nouvelles actions pour parvenir à cet objectif.

Il convient cependant de rappeler que depuis 2 ans, le gouvernement gabonais a initié le gel des recrutements dans l'administration publique hors secteurs prioritaires (éducation, santé et sécurité), le non-remplacement des fonctionnaires admis à la retraite, le dégrossissement des effectifs de la main-d'œuvre non permanente de l'État, etc. Quels en sont les résultats ? Avant d'envisager d'autres actions pour réduire la masse salariale, le bon sens ne commande-t-il pas d'effectuer, dans un exercice de transparence envers les populations, le bilan des actions en cours visant le même objectif qui n'ont manifestement pas produit les résultats attendus. En effet, malgré le gel des recrutements dans l'administration publique, la masse salariale de l'État est restée stable autour 710 milliards FCFA au cours des 3 dernières années.

Pour faire face aux défis économiques auxquels il est confronté, il conviendrait d'envisager des solutions plus globales qui vont au-delà de la seule réduction de la masse salariale et envisager une refonte de la dépense publique d'une part et une réduction de la taille de l'État dans une réforme de structure qui imposerait une gestion plus transparente, plus rigoureuse et plus rationnelle des fonds publics.

Mays Mouissi